

Sahara de tous les dangers. Le Maghreb dans la tourmente ?

Antonin Tisseron

Le 23 octobre 2012

« **O**n dirait que le centre pour une partie des djihadistes se déplace maintenant d'Afghanistan et du Pakistan vers la région du Maghreb arabe et le grand danger est à nos portes », déclarait le président tunisien Moncef Marzouki, dans un entretien au journal *Al-Hayat* le 2 octobre 2012. Alors qu'à la fin de l'année 2011 les groupes djihadistes étaient relativement circonscrits dans l'espace maghrébin, considérés avant tout comme une nuisance plus qu'une réelle menace, en un an, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée. Les conséquences du « printemps arabe » au Sahel, et tout particulièrement au Nord-Mali, ont en effet offert à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) une opportunité de développement dans la sous-région après l'échec du mouvement dans ses ambitions maghrébines. Or, si les pays d'Afrique de l'Ouest sont en première ligne face à cette dégradation de leur environnement, les pays du Maghreb ne sont pas épargnés. Mais les problématiques sécuritaires ne doivent pas masquer les autres enjeux.

L'échec maghrébin des djihadistes algériens

Lorsqu'au début de l'année 2007 est annoncée la création de l'organisation Al-Qaida au Maghreb islamique en remplacement de l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), les ambitions de la nouvelle organisation débordent largement le territoire algérien. La nouvelle stratégie est celle de l'internationalisation, en s'en prenant aux intérêts occidentaux, mais aussi en étendant la lutte aux autres pays du Maghreb pour en renverser les pouvoirs. Signe de ces ambitions, durant l'été 2006, la presse algérienne affirme que les policiers sont confrontés à un afflux de combattants originaires de Tunisie, de Libye et de Mauritanie. La même année, les forces de sécurité tunisienne, marocaine et mauritanienne interpellent plusieurs combattants venant des maquis algériens, où ils auraient reçu une formation théologique et un entraînement militaire. D'ailleurs, dans le cadre de ces opérations, les services de sécurité marocains démantèlent une cellule islamiste à Ceuta et

Antonin TISSERON est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Il est notamment l'auteur du rapport intitulé « L'Union européenne et le Maghreb : quel engagement un an après le "printemps arabe" ? Deuxième rapport sur la sécurité durable au Maghreb », Institut Thomas More, février 2012.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.

ISBN : 978-2-36567-089-0
© Tous droits réservés, Paris, Ifri



mettent la main sur des documents discutant les modalités d'union entre plusieurs groupes d'Afrique du Nord et le rôle dévolu à chacun dans la nouvelle organisation alors en gestationⁱ.

La greffe d'Al-Qaida au Maghreb est pour le GSPC un moyen de relancer une dynamique de combat qui a pâti en Algérie des succès des forces de sécurité, des mesures prises par le régime et des dérives des Groupes islamiques armés (GIA)ⁱⁱ. Mais au long des années 2008, 2009 et 2010, AQMI essuie de nombreux revers. Des cadres sont éliminés ou capturés au cours d'opérations de ratissage menées par l'armée algérienne. Les voies d'approvisionnement sont perturbées. Le soutien populaire semble se réduire. « AQMI est confrontée à un phénomène d'érosion. Ses dirigeants disparaissent, la privant de cadres et de stratèges. Ses réseaux de soutien étant sans cesse démantelés, sa stratégie de recrutement s'effondre. L'efficacité de la lutte militaire et du renseignement a asphyxié progressivement le mouvement terroristeⁱⁱⁱ. » Les attentats diminuent au profit de pratiques de banditisme, avec notamment une recrudescence d'enlèvements de ressortissants occidentaux contre le paiement de rançons dans le Sahel^{iv}.

Le bilan des cinq premières années d'AQMI apparaît finalement peu reluisant. Numériquement comme militairement, l'organisation ne représente plus grand-chose au Maghreb à la fin de l'année 2011. Elle a échoué dans son projet d'internationalisation du djihad et de renversement des régimes. Elle reste principalement un mouvement algérien dont l'implantation kabyle reste la plus prégnante et les activités se mêlent à la criminalité locale au travers de nombreux enlèvements contre rançons. Les forces de sécurité stationnées entre Azazga et Yakouren sont ainsi la cible d'attaques régulières, notamment en avril 2011 avec la mort de 15 militaires dans l'embuscade de leur convoi au soir d'un discours présidentiel annonçant des réformes politiques.

Le souffle du « printemps arabe »

Dans ce contexte, le « printemps arabe » est perçu au sein de la mouvance djihadiste comme une occasion d'insuffler une nouvelle dynamique au mouvement. Après avoir été surpris par la chute du régime de Ben Ali en Tunisie, Abdelmalek Droukdal, le chef d'AQMI, adresse un message à la « jeunesse tunisienne », resté sans effet. Début avril, deux autres messages de soutien sont diffusés aux « frères libyens », accompagnés de la promesse d'une aide contre le colonel Kadhafi et les Occidentaux. Dans cette optique, une stratégie en trois volets est d'ailleurs mise en place : encouragement des combattants d'AQMI originaires de Libye à rentrer dans leur pays pour combattre ; récupération d'armements à la faveur des affrontements et du chaos résultant de la guerre civile ; réactivation des anciens réseaux de l'organisation en Libye. Durant le premier semestre de l'année 2011, les infiltrations de groupes armés affiliés à AQMI se multiplient en Tunisie et, début mai, les forces de sécurité tunisiennes arrêtent dans le Sud du pays deux combattants de nationalité algérienne et libyenne. Le 18 mai, deux kamikazes portant des ceintures d'explosifs, venant d'Algérie et portant des passeports libyens, sont également abattus à Rouhia^v.

L'impact des soulèvements populaires au Maghreb pour Al-Qaida au Maghreb islamique n'est pas évident. Même si l'objectif consistant à renverser les régimes

maghrébins est sorti renforcé, la chute des régimes tunisien et égyptien et l'accession au pouvoir des « Frères musulmans » ou de partis proches a décrédibilisé la stratégie et les modes d'action violents du mouvement. En fait, c'est plutôt au Sahel qu'AQMI a bénéficié de la dynamique des « printemps arabes ». Sa présence n'y est pas nouvelle, l'arrivée des premiers combattants du GSPC^{vi} date de 2003, grâce au relatif laisser-faire des autorités et des forces de sécurité maliennes. Mais entre 2003 et 2010, AQMI peine à développer son ancrage territorial et à obtenir le soutien des populations. Certes, l'émir de la *katiba El Moulathamine*, Mokhtar Belmokhtar, contrebandier associé aux groupes terroristes algériens depuis les années 1990, a contracté des alliances matrimoniales avec la tribu des Bérabiche pour s'assurer de leur bienveillance^{vii}. Cependant, si avec les populations maures une certaine proximité culturelle et linguistique existe, les relations sont plus complexes avec les Touaregs. L'arrivée du GSPC est surtout vécue comme une gêne car le groupe salafiste attire l'attention et plonge « dans l'ombre les mouvements armés touaregs^{viii} ». L'opposition récente et les affrontements entre le groupe Ansar Dine et le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est d'ailleurs révélatrice de ces différentes conceptions qui cohabitent plus ou moins facilement et des phénomènes d'acculturation. Alors qu'Ansar Dine revendique l'application de la charia au Mali, le MNLA demande un État laïc et est plus proche des pratiques traditionnelles touarègues reposant sur un islam tolérant et respectant la place des femmes dans l'ordre social^{ix}.

L'arrivée d'armes de Libye, le retour de combattants touaregs et l'abandon du Nord-Mali par les troupes maliennes sous l'effet de l'offensive des indépendantistes du MNLA ont laissé le champ libre aux différents groupes islamistes pour mener leurs activités, imposer leur loi sur les territoires et propager leur conception de l'islam, si besoin, en usant de la force^x. Outre la destruction de mausolées de saints musulmans à Tombouctou fin juin et début juillet 2012, plusieurs amputations ont en effet été relevées par l'ONG Amnesty International, tout comme l'aggravation durant l'été de la répression des comportements considérés comme non islamiques. À Tombouctou, des patrouilles circulaient même d'une maison à l'autre pour vérifier que les femmes portent bien le voile et que les hommes ne boivent pas d'alcool ou ne fument pas. Quant aux radios locales, elles diffusent des messages demandant aux femmes de porter des gants et des chaussettes^{xi}.

Le Nord-Mali, nouvel épicode djihadiste

En apportant un ancrage territorial et en laissant les mains libres aux groupes islamistes armés pour imposer leur conception et pratique de l'islam, le *vacuum* sécuritaire dans le Nord-Mali redistribue les cartes de la menace djihadiste dans le Sahel-Sahara et accroît les menaces sécuritaires. En effet, il apporte à la fois des facilités logistiques aux djihadistes islamistes de la région et il renforce leur crédibilité. Mieux, il ouvre le champ des possibles, notamment pour le recrutement et la formation, permettant d'entrer dans une nouvelle phase, en s'appuyant sur l'argent des rançons de ressortissants occidentaux ainsi que les armes et munitions récupérées en Libye et au Mali. Le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), dont le premier acte a été l'enlèvement d'humanitaires italiens et espagnols en décembre 2011 au sein des camps sahraouis de Tindouf en Algérie^{xii}, recruterait ainsi nombre de locaux. Dirigé par l'émir Ahmed Ould Amar, mais fortement influencé par le mauritanien Hamada Ould Mohamed Khair, ce

groupe est considéré par plusieurs observateurs comme une filiale subsaharienne d'AQMI. En effet, pour des jeunes sans emploi ni ressources, les marchands locaux, voire les intermédiaires du commerce de l'enlèvement d'Occidentaux, les cellules islamistes apportent des revenus importants dans des régions dont les habitants s'estiment délaissés et oubliés^{xiii}.

Plus inquiétant, une mouvance internationale de la contestation à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest se structure autour des djihadistes du Sahara, avec des liens entre les groupes plus anciens que le repli des troupes maliennes du Nord-Mali mais qui prennent depuis quelques mois une nouvelle dimension. En 2009, à la suite de la répression des forces armées nigérianes contre la secte Boko Haram, certains de ses membres ont trouvé refuge auprès d'AQMI. Un an plus tard, en juin 2010, une réunion entre envoyés de Boko Haram et AQMI s'est tenue dans le Sahara, aboutissant à la signature d'un « pacte de coopération » incluant notamment une assistance logistique et l'entraînement de militants nigériens de la part d'Al-Qaida au Maghreb^{xiv}. Plus récemment, selon un rapport du panel d'experts des Nations unies sur la Côte-d'Ivoire, remis le 14 septembre dernier au Conseil de sécurité, des contacts ont été établis entre les partisans en exil de l'ancien chef d'État et des groupes rebelles actifs au Mali. Une réunion s'est en effet tenue mi-août à la frontière de la Mauritanie et du Sénégal entre des anciens militaires pro-Gbagbo et des représentants de la milice islamiste Ansar Dine, semble-t-il pour évoquer « une coopération future, en vue de menacer la paix et la sécurité dans la sous-région, en offrant une possible assistance technique grâce à des mercenaires^{xv} ».

Or, cette jonction arabo-africaine des groupes locaux et des djihadistes d'AQMI, dans un contexte d'affaiblissement et d'effritement progressif du front asiatique du djihad, fait craindre un basculement du front du djihad vers le Sahara et l'Afrique de l'Ouest à la faveur d'un déclin d'Al-Qaida en Asie et de la montée en puissance de sa branche maghrébine, avec une volonté d'étendre la zone d'action de la mouvance terroriste en s'appuyant sur des groupes armés locaux et en profitant des fragilités et de la faiblesse des moyens de nombreux États^{xvi}. Entre les anciens rebelles, les conflits gelés, les partisans de dirigeants déchus, les revendications politiques, les trafics de drogue, les facteurs propices à des rapprochements entre groupes terroristes djihadistes « franchisés », ex-combattants de causes plus ou moins perdues et opposants aux pouvoirs locaux ne manquent en effet pas, qu'ils soient teintés de religiosité ou plus mercantiles. « Nos frères viennent de partout. Ils viennent des camps de Tindouf en Algérie, du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire, de partout », affirmait récemment Habib Ould Issouf, l'un des dirigeants du MUJAO à Gao^{xvii}.

Le Maghreb et ses vieux démons

Si les pays d'Afrique de l'Ouest sont les premiers concernés par ces connexions entre groupes armés aux motivations plus ou moins religieuses, les pays du Maghreb ne sont pas épargnés. Outre l'affirmation du MUJAO sur la présence de combattants sahraouis, une centaine de combattants maghrébins, essentiellement des Algériens, des Tunisiens et des Libyens, auraient renforcé les rangs d'AQMI dans le Nord du Mali durant les mois d'avril et de mai 2012. L'Algérie a d'ailleurs appelé à plusieurs reprises à l'unité nationale devant une dégradation de l'environnement régional dont le Nord-Mali n'est qu'un aspect. « Les jeunes, déclarait

ainsi le président Bouteflika en mai 2012, sauront se dresser contre les ennemis du pays et faire face aux instigateurs de la *fitna* et de la division ou aux velléités d'ingérence étrangère. » De son côté, le premier ministre Abdelmalek Sellal appelait, peu après son accession à la tête du gouvernement en septembre dernier, à un « front interne fort » pour protéger le pays « des mains malveillantes » voulant porter atteinte à l'unité du pays^{xviii}.

Derrière les discours destinés à développer une cohésion nationale dont les ramifications relèvent avant tout de la politique intérieure – l'invocation de la menace étrangère permet traditionnellement, en Algérie, de renforcer le pouvoir et de légitimer sa politique – force est de constater que les États du Maghreb et la Libye ne sont pas aujourd'hui menacés de déstabilisation par des groupes djihadistes. Cependant, le sentiment domine chez ces derniers qu'une dynamique de mouvement a été initiée en 2011, avec un accroissement de leurs capacités d'action. Dans cette perspective, l'évolution de la situation sécuritaire au Sahel renvoie les pays maghrébins à l'état de leur coopération et aux divergences voire tensions. L'Union du Maghreb arabe reste bloquée malgré les prémises d'une relance durant le premier semestre de l'année 2012 et la tenue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des États membres de l'organisation le 9 juillet, pour évoquer la coopération sécuritaire^{xix}. Quant à la frontière entre le Maroc et l'Algérie, elle est encore fermée.

Mais bien plus que d'un point de vue strictement sécuritaire, et alors que pour plusieurs observateurs la coopération existe déjà même entre le Maroc et l'Algérie^{xx}, c'est toutefois dans les domaines politiques, économiques et sociaux que réside le principal défi pour les gouvernements du Maghreb. Les revendications politiques et sociales demeurent fortes, nourrissant les logiques de contestation. Les attentes déçues n'induisent pas une bascule vers la violence, tout comme le lien entre le terrorisme et la pauvreté doit être considéré avec précaution. Mais elles constituent un terreau favorable à une remise en cause des pouvoirs en place dans une région aux économies fragiles, où le chômage frappe fortement la jeunesse et où, comme dans le reste du monde arabe, le sentiment de frustration et d'humiliation à l'égard des Occidentaux est extrêmement fort.

En cela, la montée du risque djihadiste en Afrique de l'Ouest fait certes écho à la perception de la politique des Américains et des Européens dans le monde, mais aussi aux pressions qui agitent le Maghreb et, dans un contexte de crise économique en Europe, au déficit d'intégration entre les États de la région. Face à la dégradation de la sécurité au Sahel, les régimes maghrébins ne doivent pas se tromper d'ennemi.

ⁱ Mathieu Guidère, « La tentation internationale d'Al-Qaida au Maghreb », Paris, Ifri, décembre 2008, « Focus stratégique », n° 12, p. 13 et 17.

ⁱⁱ Voir Salim Chena et Antonin Tisseron, « Violence politique et lutte contre-terroriste en Algérie », *Dynamiques internationales*, n° 7, à paraître (2012).

ⁱⁱⁱ Louis Caprioli, « Al-Qaida au Maghreb islamique est en retrait », *Jeune Afrique*, n° 2540, 14 septembre 2009.

^{iv} Mathieu Guidère, « Al-Qaida au Maghreb islamique : le tournant des révolutions arabes », *Maghreb-Machrek*, n° 208, été 2011, p. 61. Durant la même période, les enlèvements d'Occidentaux ont augmenté, accroissant considérablement les financements d'AQMI. De même, malgré ses pertes, le groupe armé a sans cesse renouvelé ses effectifs, en recrutant notamment dans les pays du Sahel, qui fournissaient début 2011 environ la moitié des membres de l'organisation, principalement avec des Mauritaniens et des Maliens.

^v *Ibid.*, p. 67.

^{vi} L'intérêt stratégique des zones désertiques existait déjà pour les GIA, pour des raisons logistiques et financières.

^{vii} Henry Plagnol et Bernard Loncle, *La Situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne*, Rapport d'information, Assemblée nationale (France), 6 mars 2012.

^{viii} Pierre Boilley, « AQMI et le terrorisme islamique au Sahel. Isolement ou enracinement ? », in Odile Goerg et Anna Pondopoulo (dir.), *Islam et sociétés en Afrique subsaharienne à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Karthala, 2012, p. 383.

^{ix} L'opposition entre Ansar Dine et le MNLA n'est pas seulement sociale. Politiquement, le MNLA représente les réfractaires aux accords d'Alger (les proches d'Ibrahim Bahanga) et ceux qui en ont été graduellement évincés (les membres de la tribu Idnan d'Ag Najim), aux dépens de celui qui avait tenu le premier rôle lors du règlement du soulèvement de 2006, Iyad Ag Ghali. De même, il ne faut pas oublier l'importance des trafics et les luttes que génère leur contrôle.

^x Il semblerait que le projet d'imposer la charia ait été envisagé dès le départ comme devant se faire progressivement (AFP, « Nord-Mali – AQMI : Abdelmalek Droukdel appelle à imposer "graduellement" la charia », *Jeune Afrique*, 24 mai 2012).

^{xi} Rapport d'Amnesty International sur la situation au Mali, 20 septembre 2012, p. 7-9.

^{xii} Les trois otages ont été libérés contre une rançon en juillet 2012, après une médiation burkinabaise (« Nord du Mali : le MUJAO a marchandé la libération des otages européens », *RFI.fr*, 20 juillet 2012).

^{xiii} Pierre Boilley, *op. cit.*, p. 384-385.

^{xiv} Serge Daniel, *AQMI. L'Industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard, 2012, p. 204.

^{xv} Tanguy Berthemet, « Côte-d'Ivoire : les pro-Gbagbo s'organisent », *Le Figaro*, 8 octobre 2012.

^{xvi} Laurence Aïda Ammour, « Nouveaux défis sécuritaires en Afrique du Nord après le "printemps arabe" », *GCSP Policy Paper*, n° 4, 2012. Voir également : Jemal Oumar, « Déplacement du centre de gravité d'Al-Qaïda au Maghreb », *Magharebia*, 12 octobre 2012.

^{xvii} AFP, « Mali : des "centaines" de djihadistes arrivent dans le Nord », *LeMonde.fr*, 21 octobre 2012. Le MNLA a de son côté démenti les propos sur la présence de Sahraouis.

^{xviii} Mélanie Matarese, « Alger craint pour son "unité nationale" », *Le Figaro*, 27 septembre 2012.

^{xix} Nejma Rondeleux, « Sécurité – Les chefs de diplomatie de l'Union du Maghreb arabe à Alger sous "stress malien" », *Maghreb émergent*, 9 juillet 2012.

^{xx} C'est ainsi le cas du coordinateur de la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne, Gilles de Kerchove (« La coopération est efficace, même entre le Maroc et l'Algérie », *Aufaitmaroc.com*, 15 décembre 2010) ou du journaliste français Serge Daniel (*op. cit.*, p. 268).